

Club Afrique Debout

CAD

Lomé-TOGO

**Les cinquantenaires, un péril pour le destin
fédéral de l'Afrique ?**

Par : *HOR TEMPLE*

LABORATOIRE DU CLUB AFRIQUE DEBOUT

Contribution à la réflexion sur les cinquantenaires en Afrique

Les célébrations des cinquantièmes se succèdent sur le continent africain. L'an 2010 est désormais l'année des cinquantièmes. En effet, il y a cinquante ans, dix-sept pays africains accédaient à la « souveraineté internationale », ce qu'on appelle l'« indépendance ». Certainement que les autres Etats attendent leur cinquantième qu'ils célébreront peut-être.

A première vue, il n'y a rien d'inquiétant en ce que des entités dirigées hier par des étrangers colons (occupants) célèbrent la prise en « mains de leurs propres affaires ». Une telle célébration n'aurait rien d'anormal ou d'illégitime.

Cependant il est légitime, pour peu qu'on connaisse les rapports entre les Etats africains et les anciens colonisateurs, de s'interroger sur ces célébrations en chaîne des soi-disant indépendances.

Pourquoi l'année 2010 est-elle en passe de devenir l'année des cinquantièmes en Afrique alors que seulement dix-sept (17) pays sur une cinquantaine (50) ont acquis leur indépendance en 1960 ? Pourquoi maintenant ? Pourquoi sur les dix-sept pays, quatorze sont des anciennes possessions françaises ? Pourquoi les quatorze pays constituent la majorité de l'ensemble des possessions françaises en Afrique (19) ? N'y aurait-il pas là une confusion des majorités ? Pourquoi ce sont les anciennes possessions françaises qui, aujourd'hui célèbrent avec faste leur « indépendance », sont en même temps les pays africains à la traîne (les plus pauvres) ? Pourquoi la Tunisie et le Maroc indépendants de la même France en 1956, n'ont-ils pas célébré leur cinquantième en 2006 ?

Nous n'avons pas la prétention d'avoir la réponse à toutes ces questions. Nous les proposons à la réflexion de tout Africain soucieux d'une Afrique réellement souveraine et debout.

Au fait, d'où vient l'idée spontanée de célébrer les cinquantièmes en Afrique ? L'initiative est-elle vraiment africaine ou vient-elle d'un occupant qui veut rappeler aux autres puissances qu'il y a seulement cinquante ans il était propriétaire d'un territoire aussi vaste et qu'il entend y rester.

Ce signal fort ou plus exactement ce coup de semonce est opportun au moment où on présente l'Afrique comme un espace d'avenir, « un continent convoité » où tous les prédateurs entendent satisfaire leur appétit en ressources de toutes sortes. Le « pillage à huit-clos » et exclusif doit donc se poursuivre afin que d'autres peuples vivent heureux de ce que possède les Africains sur leur propre sol. L'ex-occupant qui tient encore son rôle veut-il tenir à distance d'autres insatiables prédateurs qui sont autant intéressés par le sous sol africain et non par les Africains en tant que peuple ? Doit-on oublier qu'aujourd'hui se développe une réflexion sur comment une Afrique sans Africains est possible ?

En tout cas l'enjeu est vital pour l'occupant et il serait naïf de croire que ces célébrations sont une initiative purement africaine. Sinon, que célébrons-nous ? La misère ? Un système de santé moribond ? Une éducation agonisante ou l'hémorragie que constitue l'émigration des jeunes ? C'est en vain que le bon sens chercherait ce que le continent fête. Tout le monde est conscient qu'à l'exception de quelques pays, le tableau des cinquante ans est loin d'être glorieux et que la marche depuis 1960 n'a pas été celle des Etats libres, indépendants ou souverains.

Alors que pourrait cacher la célébration des cinquante ans d'indépendance en Afrique ? A cette question, nous nous permettons quelques commentaires que chacun est appelé à compléter pour nous situer sur les enjeux d'avenir.

1. **Une ratification *a posteriori* par les Africains de la Conférence de Berlin**

En fixant la naissance des Etats africains à partir de leur libération du joug colonial, la célébration des cinquantièmes cache la reconnaissance des frontières issues de la Conférence de Berlin tenue sans eux et contre eux. Il suffit de se souvenir que la carte politique actuelle de l'Afrique est inséparable de cette rencontre pour conclure à la ratification de cet acte d'expropriation manifeste qu'est la Conférence de Berlin. C'est une confirmation de la balkanisation de l'Afrique ? Imaginez-vous les animaux de la forêt ratifier une charte élaborée et signée entre chasseurs. L'image n'est pas extrême car dans cette charte il sera fondamentalement question de qui chasse sur quel espace.

Suivant cette logique, les pays comme le Togo, le Bénin, le Sénégal, le Burkina Faso et le Mali, pour ne citer que ceux-ci, seraient nés en 1960. Il en résulte que ces Etats ont seulement cinquante ans et donc trop jeunes pour prétendre au développement. Si tel est le cas, les Africains n'auront plus de marge de manœuvre lorsque le piège de l'évolutionnisme va se refermer.

Les puissances colonisatrices auront le mérite d'avoir créé des Etats en Afrique. Or, de toute l'histoire de l'Humanité, c'est bien l'Afrique qui a inauguré l'Etat et ceci au quatrième millénaire avant Jésus Christ. Le plus vieil Etat de l'humanité est né en Afrique dans la vallée du Nil. L'Etat pharaonique sera suivi des grands empires que sont : Ghana, Mali, Songhaï, Loango (Congo), Monomotapa, etc.

Ces célébrations des micro-Etats sans avenir dans lesquels l'on nous a parqués sont de nature à rigidifier les frontières que nous avons le devoir et l'obligation d'abattre pour une Afrique debout et respectée. Kwame N'Krumah en son temps l'avait craint et on l'a accusé d'aller

trop vite. Mais une chose est claire, entre s'unir ou disparaître, les Africains ont un choix. Nous devons choisir l'impérieuse obligation de nous unir. « **Africa must unite.** »

2. Une caution à la falsification de l'histoire du continent

Par la célébration des cinquantièmes, les Africains prennent le risque de confirmer la falsification de l'histoire du continent. Ce serait une insulte à la mémoire de Cheikh Anta Diop qui a passé toute sa vie à la restitution de la vérité historique et à retrouver le fil conducteur qui nous lie à nos ancêtres les plus lointains. Les idéologues qui ont combattu de la façon la plus féroce cet illustre savant africain, remporteraient une victoire contre la science victime de leur criminalité en tant qu'idéologues. Rappelons que d'après eux, l'histoire de l'Afrique commence avec la colonisation ; au-delà il est vain de chercher les traces d'une civilisation négro-africaine. Pour recouper ces idéologues au service de l'impérialisme, la logique est toute simple. L'idée d'indépendance a son pendant automatique qui est l'occupation, l'asservissement. Dans notre contexte, l'indépendance est le revers de la colonisation. Nous avons cinquante ans depuis que nous sommes sortis de la colonisation. Nous célébrons cinquante ans. Nos enfants célébreront cent ans d'indépendance, cent cinquante ans d'indépendance, deux-cents ans d'indépendance, deux-cents cinquante ans d'indépendance, trois-cents ans d'indépendance ainsi de suite ; et ceci toujours par rapport à la colonisation.

Or, l'essentiel pour un peuple est de retrouver le fil conducteur qui le relie à son passé ancestral le plus lointain possible. C'est dans le passé qu'on trouve les armes de lutte. L'Afrique a besoin de se souvenir pour agir, car « l'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent ; elle compromet dans le présent

l'action même. » Comment voulons-nous nous construire sur la base d'une mémoire artificielle fabriquée par l'autre ?

Les Etats occidentaux, particulièrement l'Europe situe le départ de sa civilisation dans le berceau gréco-romain. Tout ce qui survient est considéré comme un accident de parcours. La France, au sortir de l'occupation par l'Allemagne, continue sa route et fait son histoire en considérant l'occupation allemande comme un accident d'un parcours historique qui commence depuis la Grèce antique. L'Allemagne réunifiée ne considère pas la date de la réunification comme étant son point de départ mais comme étant le moment où un corps divisé se retrouve pour continuer à contribuer à la marche du monde. Malgré l'apport inestimable de la civilisation arabo-musulmane à l'Espagne, ce pays ne pose pas son point de départ à la fin des croisades. Malgré les vestiges apparents et qui ne trompe personne, l'Espagne ne parle presque pas de cette période qui a duré quatre siècles. Le peuple européen dans son ensemble continue d'assumer l'axe de temps qui est le sien.

Malheureusement aujourd'hui, leur antiquité est notre antiquité, leur Moyen-Age est notre Moyen-Age, leur Renaissance est notre Renaissance et leurs Temps Modernes sont aussi nos Temps Modernes. Comme les européens, les africains sont en 2010. Quatre milles (4000) ans d'histoire sont ainsi niés. Comment ceci a pu arriver au peuple qui a inventé le calendrier depuis 4236 avant Jésus- Christ ?

3. Avortement de l'ambition vitale de réunification du continent noir

La célébration des cinquantièmes a été l'occasion des festivités mais aussi une opportunité pour faire le bilan et se projeter dans l'avenir. Ceci suppose que nous avons accepté de réaliser notre destin dans le cadre devenu désormais définitif des micros-Etats. La célébration des cinquantièmes consacre une projection dans l'avenir dans le cadre des Etats actuels où l'Afrique est en situation de balkanisation, donc de fragilité. C'est un acte de d'enterrement définitif des patriotes comme Marcus Garvey, Web Dubois, Kwame N'Krumah, Patrice Lumumba et les autres qui sont autant de dignes fils d'Afrique. L'Afrique serait-elle en train d'abandonner l'ambition d'un Etat fédéral au nom de ce principe suicidaire qu'est l'intangibilité des frontières ?

Pourquoi continuer dans la division après le triste bilan que nous connaissons aujourd'hui ? Si les cinquante ans ont été utiles, c'est qu'ils ont au moins apporté la preuve irréfutable qu'il n'y a pas d'avenir dans le cadre d'une Afrique émietlée. Les cinquante ans passés sont la preuve que les Etats actuels ne sont pas porteurs de bonheur, de mieux vivre et de fierté pour les Africains. Qu'est-ce qui explique notre entêtement ou notre indifférence à l'appel des intellectuels et des artistes, notamment de la chanson en faveur d'une Afrique unie et debout ? Le bilan des cinquante ans, avec quelques variantes, est négatif. L'Afrique est encore décrite comme un continent pauvre et marqué par des pandémies et des conflits interminables. On ne parle plus de développement, mais de la lutte contre la pauvreté. Le cynisme vient de ce que les Etats qui ont entonné cette célébration sont les plus pauvres du continent.

A ce sujet, "l'Appel à la jeunesse africaine" de Théophile Obenga, un des brillants disciples de Cheikh Anta Diop (*shemsou Anta*)¹, que nous invitons tout Africain à lire, est assez clair. A l'endroit de la

¹ En langue pharaonique signifie : les suivants de Anta (Cheikh Anta Diop)

jeunesse africaine panafricaniste, il lança : « l'Etat fédéral continental est un impératif politique et économique : un impératif de survie collective dont la nécessité tient de la simple évidence des politiques mondiales contemporaines. La fragmentation, l'émiettement, la fragilité et l'impuissance comme options politiques volontaires, conduisent à des formes inconnues de servitude et d'esclavage. Soyons tous lucides.» Avant lui, Cheikh Anta Diop lui-même avait ordonné : « Vous jeunes Africains, vous êtes condamnés à réaliser le fédéralisme, sinon vous vivrez l'enfer sur cette terre d'Afrique ». Il avait aussi averti en ces termes : « Je vous plains, vous et vos enfants : si vous ne réunissez pas l'Afrique, elle ne sera pas au rendez-vous de l'an 2000. » Par les anniversaires tous les cinquante ans nous renonçons à la tâche vitale qui consiste à « faire basculer définitivement l'Afrique Noire sur la pente de son destin fédéral. » La logique des cinquante ans telle que déclenchée, si elle n'est pas arrêtée avant 2060, signifierait que l'avenir des fils d'Afrique est à jamais compromis. Nous aurons renoncé à une Afrique debout ; et ce serait dommage.

4. Acceptation d'autres formes inconnues de servitude et d'esclavage

Accepter les cinquante ans, c'est préparer le terrain à la poursuite du néo-colonialisme ou à une forme plus pernicieuse qui se prépare et qui réinstallerait les occupants dans leur espace d'avant les indépendances. On ne parlera plus de néo-colonialisme mais sûrement d'autre chose. Le raisonnement ou le vocable est peut-être déjà trouvé. Le moment venu, il sera distillé par l'intermédiaire des livres, des journaux, des médias, des programmes de développement, des ateliers de renforcement des capacités, etc. En fait l'occupant est en train de fabriquer une nouvelle période dans la chronologie qu'il a créée et qui part de la colonisation. L'époque de

la civilisation égypto-nubienne et la période impériale du continent seront définitivement rangées aux oubliettes. Les grandes étapes de l'histoire africaine seront alors : l'esclavage, la colonisation, les indépendances et ce qui suivra. Cette nouvelle période en création pourra être dénommée "la postindépendance" par exemple. En tout cas ce sera un vocable qui ne laisse aucun doute sur le fait qu'il fut un temps nous ne disposions pas de nous-mêmes. Pour traverser le temps et être éternelle, tout vocable inventé devra contenir de façon sous-jacente cette idée.

Les Etats africains doivent comprendre que la course aux points distribués par la communauté internationale ou ceux qu'on appelle les partenaires en développement est un piège. Ils doivent cesser de courir et de rechercher le meilleur parmi nous dans la lutte contre la pauvreté, dans l'atteinte des objectifs du millénaire, dans l'amélioration du PIB, dans la recherche du point d'achèvement de l'initiative « Pays pauvres très endettés » (PPTTE), autant d'indicateurs qui nous distraient des vrais enjeux dont le primordial reste avant tout la réunification du continent. Après les expressions « pays développés » et « pays sous-développés », on parle aujourd'hui de « pays émergents ». Des Etats africains ont commencé à se présenter comme tels. Quittons la logique de la catégorisation qui sert un évolutionnisme qui ne dit pas son nom. Pensez-vous que l'Ewé du Togo ne se soucie pas de la croissance au Bénin et au Ghana ? Qu'un Tém du Ghana ou du Bénin ne pense pas à ses frères du Togo quand ça va mal dans ce pays ? Qu'un peulh guinéen se satisfait d'un PIB élevé en Guinée sans avoir une pensée pour ses sœurs et frères en Guinée-Bissau, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Niger, au Mali, au Sénégal, au Nigéria, au Cameroun, au Togo etc. ? A croire que les bantous du Centre, de

l'Est et du Sud de l'Afrique se refuseraient à se déplacer au Congo pour partager la croissance avec leurs sœurs et frères !

Notre développement sera collectif ou ne sera pas, car il serait illusoire de croire à une survie individuelle dans un naufrage collectif. C'est ensemble que nous devons rechercher la réalisation d'indicateurs de progrès que nous allons nous-mêmes nous donner en tenant compte de qui nous sommes, d'où nous venons et où nous voulons aller ensemble.

Au regard de ces quelques commentaires, le défi n'est pas ce que seraient les Etats actuels en 2060. La construction de l'Etat continental est le défi à l'horizon 2060. Dès lors, il ne sera pas question de célébrer le prochain cinquantenaire.

Pour y arriver, il faudra créer les grands ensembles sous régionaux qui vont préfigurer l'Etat continental africain. Quand nous y arriverons, nous scellerons la réunification du continent par ce symbole puissant d'unité que nos ancêtres ont utilisé au moment de l'unification de la haute et de la basse Egypte (les deux terres) en 3 200 avant J. C, le *Sema-Taouy*. Le monument du *Sema-Taouy* représentant l'unité retrouvée de l'Afrique pourrait se situer au croisement (rond-point) de deux grandes autoroutes, l'une reliant Dakar à l'Ouest à Addis Abeba à l'Est, et l'autre allant du Cap au Caire. Le point de croisement pourra être situé quelque part au Soudan, donc en Nubie, terre du pharaon *Narmer* qui a réalisé l'unité historique des deux terres.

Pour réaliser ce rêve légitime, la prise de conscience de tous les Africains est primordiale. Aujourd'hui, cette prise de conscience est très avancée dans la diaspora. La jeunesse africaine sur place doit aller à l'école de cette diaspora. Pour la construction d'un Etat fédéral d'Afrique noire, la jeunesse doit utiliser l'énergie et la

détermination qu'elle déploie aujourd'hui pour braver les mers, le désert, les soutes d'avion, les barrières, les barbelés, les chiens sur la route vers l'Europe. Nous devons être prêts à nous sacrifier pour la réunification de l'Afrique et pour reprendre notre bonheur confisqué. Le bonheur est possible sur la terre de nos aïeux.

Le nouveau projet destiné à sceller définitivement le destin de l'Afrique et qui est dissimulé dans la farce des cinquantenaires est loin d'être le nôtre. Si les peuples africains acceptent ce projet qui n'est pas le leur, ce sera fini pour le continent qui a tant donné à l'humanité. Pire, ce serait dommage pour toute l'humanité, car c'est encore l'Afrique qui va sauver l'Humanisme et développer l'humain en l'Homme au détriment de l'animal en lui qui prend des proportions et des libertés inquiétantes. Réunifiée, l'Afrique sera en mesure de reprendre l'initiative et de renouer avec la Science. D'ailleurs, ses fils ont toujours continué partout où ils se trouvent à faire œuvre de Science dans la logique de leurs ancêtres du Nil. Nous croyons fermement à la maxime utilisée par le Club Afrique Debout lors des rencontres, maxime selon laquelle : « **Qui a pu peut** ».

Mais pour l'instant, nul n'est dupe. L'Afrique est loin d'être un continent indépendant. L'historien, politologue et journaliste Atsutsè Kokouvi Agbobli, en son temps, n'a jamais eu de cesse de rappeler cette domination de l'extérieur que notre continent a toujours subie.

Y'aurait-il une souveraineté en dehors de la maîtrise de ce que l'on appelle le triangle de souveraineté soutenu par les trois piliers de souveraineté que sont la monnaie, le droit et l'armée ? Lequel des trois piliers les pays d'Afrique, notamment ceux dits francophones maîtrisent-ils ? Avons-nous pensé au F.CFA, au Droit OHADA et aux accords de

défense avant de parler d'indépendance ? L'occupant, conscient de cela, sourit à l'idée de célébration d'indépendance, même quand il est présent au défilé.